

Le Conseil d'Administration de l'Établissement public foncier de Normandie réuni le 26 novembre 2018 au Conseil Départemental de la Seine-Maritime à ROUEN, sous la présidence de M. Luc LEMONNIER, en présence du représentant de Mme la Préfète de la Région Normandie, de M. Philippe SIMEON-DREVON, Contrôleur Général Économique et Financier, et de M. Patrick MOREL, Agent comptable de l'EPF Normandie,

**VU** le décret n° 68-376 du 26 avril 1968 portant création de l'Établissement Public de la Basse-Seine, modifié par les décrets n° 77-8 du 3 janvier 1977, n° 2000-1073 du 31 octobre 2000 et n° 2004-1149 du 28 octobre 2004, n° 2009-1542 du 11 décembre 2009, n°2014-1732 du 29 décembre 2014, n°2015-979 du 31 juillet 2015 et n°2018-777 du 7 septembre 2018, l'ordonnance n°2011-1068 du 8 septembre 2011 et le décret n°2011-1900 du 20 décembre 2011,

**SOUS RÉSERVE** de la production d'une délibération adoptée par le Conseil municipal de **NOTRE DAME DE BONDEVILLE** sollicitant l'intervention de l'EPF, et s'engageant au rachat des biens dans le délai de cinq ans,

**VU** l'estimation réalisée le 25 août 2017 par France Domaine,

**SUR** les rapports et après avis favorable de la Commission des Affaires Foncières et de la Commission des Affaires Financières,

**APRES EN AVOIR DELIBERE  
D E C I D E**

D'acquérir, à la demande de la Commune de **NOTRE DAME DE BONDEVILLE** (Seine Maritime) un ensemble immobilier bâti, supportant des bâtiments de type hangars et ateliers, précédemment occupés par l'entreprise HLB, dont l'activité était la teinturerie pour l'ameublement, la reliure, la doublure, cadastré section **AB n°s 138, 135, 140, 136, 137 et 139 et section AD n°s 121, 119, 120, 122, 469 et 761** sur le territoire communal et représentant une surface de 24 416 m<sup>2</sup>.

D'accepter la délégation de l'exercice de Droit de Prémption Urbain consentie par la Métropole Rouen Normandie.

Cette intervention a pour objet, après l'intervention du fonds friche, la construction de logements et d'équipements publics.

En tout état de cause, la collectivité, pour répondre aux critères posés par le programme pluriannuel d'intervention de l'EPF devra réaliser un programme de logements comportant au minimum 30 logements à l'hectare, dont au minimum 20 % de logements locatifs sociaux.

La durée de portage pour cette intervention est fixée à 5 ans.

L'enveloppe projet est fixée à **900 000 € (Compte 900 556 – NOTRE DAME DE BONDEVILLE "Usine LEBOUCHER")**.

Le Directeur Général est autorisé à signer une convention avec la Commune de **NOTRE DAME DE BONDEVILLE** fixant les modalités d'acquisition, de gestion et de cession des biens dans un délai n'excédant pas cinq années.

Pour Le Président du Conseil d'Administration  
de l'E.P.F. Normandie, absent,

Le Directeur Général  
de l'E.P.F. Normandie,

L. LEMONNIER

G. GAL

Délibération approuvée

A Rouen, le **12 DEC. 2018**  
La Préfète,

**l'Adjoint au Secrétaire Général  
pour les Affaires Régionales  
chargé du pôle "politiques publiques"**

**Dominique LEPETIT**